



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay Meslay

Parçay Meslay, le 29/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SMLF

Les Levées
Rte Départementale 751 - BP 160
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : 2025 - 717
Code AIOT : 0010000743

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement SMLF implanté Les Levées Rte Départementale 751 - BP 160 37700 Saint-Pierre-des-Corps. L'inspection a été annoncée le 18/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est inscrite dans le cadre de la cessation partielle d'activité du site. Les constats de la visite précédente n'ont pas été abordés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMLF
- Les Levées Rte Départementale 751 - BP 160 37700 Saint-Pierre-des-Corps

- Code AIOT : 0010000743
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SMLF (Société Métallurgique LIOTARD Frères) est filiale à 99,9 % du groupe PRIMAGAZ, appartenant au groupe SHV (hollandais) - filiale énergie.

Le site, d'une surface totale de 54 000 m² dont 16 500 m² de bâti, regroupe les activités suivantes :

- fabrication d'appareils à pression neufs (chaudronnerie) : 250 000 bouteilles et 3000 à 4000 citernes par an ; l'activité de fabrication de citerne neuves a été arrêtée mi-juin 2023.
- requalification et rénovation (soudure + traitement de surfaces) des anciens appareils ; la requalification des citernes a lieu tous les 10 ans (environ 600 citernes par an) et celle des bouteilles tous les 15 ans (environ 200 000 bouteilles par an).

Ces activités sont réglementées par les arrêtés préfectoraux suivants :

- l'arrêté préfectoral n° 14232 du 24 mars 1994 pour l'exploitation d'une usine de fabrication de bouteilles et de citernes de gaz située à Saint-Pierre-des-Corps, rue de la Poudrerie,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°17390 du 19 février 2004 relatif aux conditions d'exploitation d'une tour aéroréfrigérante, abrogé par un courrier préfectoral du 7 juillet 2005 suite au démontage et au démantèlement de la tour,
- l'arrêté préfectoral n° 17443 du 17 juin 2004 autorisant à exploiter une chaîne de peinture époxy,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 17911 du 1er juin 2006 relatif aux émissions de composés organiques volatils (PGS),
- l'arrêté préfectoral n°18686 du 20 novembre 2009 prescrivant la surveillance initiale RSDE (Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau),
- l'arrêté préfectoral modificatif du 23 octobre 2012 des volumes d'activités des installations classées exploitées par la société.

Depuis le 30 juin 2025, l'exploitant a arrêté toutes ses activités et ne réalise désormais que du stockage de bouteilles de gaz en attente de requalification.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 22/10/2025, article R512-39	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 23/10/2012, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/10/2025, article R512-39
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.- Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.
Constats : Lors d'une réunion sur site le 21/02/2025, l'exploitant a informé les services de la préfecture et de l'inspection des installations classées des éléments de contexte suivants : <ul style="list-style-type: none">• A compter du 30 juin 2025, l'exploitant SMLF cessera toute activité de fabrication et de rénovation de bouteilles et de citernes de gaz ;• Seule une activité logistique de stockage de bouteilles et de citernes de gaz vides sera maintenue sur site ;• Les installations actuellement dédiées à la production de bouteilles et de citernes de gaz seront complètement vidées (y compris des machines) et nettoyées pour être transformées en espaces de stockage supplémentaires, en complément des zones de stockage extérieures existantes ;

- Il n'a pas encore été déterminé quelles rubriques ICPE seront conservées.

Pour rappel, l'installation est soumise au régime de l'autorisation, l'exploitant doit donc dérouler la procédure de cessation correspondant au régime de l'autorisation.

Par courrier du 06/03/2025, l'inspection des installations classées a attiré l'attention de l'exploitant sur les dispositions réglementaires qui s'appliquent à son établissement pour la cessation d'activité, notamment les article R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement. Au travers de la procédure de cessation d'activité, trois attestations doivent donc être fournies : l'attestation de mise en sécurité, l'attestation mémoire de réhabilitation et l'attestation de travaux de fin de réhabilitation.

Par courriel du 25/07/2025, l'exploitant a transmis le tableau de ses rubriques ICPE mis à jour suite à l'arrêt de la production qui a eu lieu le 30/06/2025. La cessation partielle d'activité concerne 13 rubriques sur les 14 rubriques du site.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a confirmé que l'ensemble de l'activité de production a été mise à l'arrêt le 30/06/2025. Désormais, l'activité du site repose uniquement sur du stockage et de la manutention/logistique.

L'exploitant a précisé que les bâtiments ont été en majeure partie vidés, les eaux industrielles (forage) ont été coupées et le gaz a été coupé. Une partie des machines industrielles a été vendue et il en reste certaines en cours de vente, mais une partie de la chaîne de fabrication des bouteilles ne trouvera pas repreneur. Sur les 62 tonnes de produits dangereux présents sur le site en 2024, il n'en reste au jour de la visite que 11 tonnes. L'exploitant a passé un contrat avec l'entreprise CHIMIREC qui doit venir évacuer l'ensemble des produits dangereux restants d'ici la fin de l'année.

Au jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'a toujours pas transmis la notification d'arrêt de cessation d'activité partielle des activités ICPE prévue aux alinéas I et II de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

L'exploitant a cependant indiqué avoir déjà fait réaliser un devis pour l'attestation de mise en sécurité du site par le bureau d'étude GINGER BURGEAP avec lequel l'exploitant travaillait déjà dans le cadre du suivi de sa pollution des eaux souterraines.

L'inspection des installations classées a également précisé à l'exploitant que s'il souhaite un report de la réhabilitation (l'exploitant ne libérant pas les terrains), il doit en faire la demande lors de la notification de cessation partielle d'activité.

L'exploitant n'a pas notifié aux services de la préfecture sa cessation partielle d'activité au titre des ICPE. L'exploitant n'a pas fourni d'attestation de mise en sécurité, d'attestation mémoire et d'attestation travaux dans le cadre de sa cessation partielle d'activité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2012, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative

Prescription contrôlée :

Liste des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement	V o l u m e autorisé
2560.1	A	T r a v a i l mécanique des métaux et alliage 1. Supérieure à 500 kW	Emboutissage des bouteilles de gaz, tôlerie, presse, atelier entretien mécanique, fabrication des bouteilles de citerne Puissance total = 1 400 kW	La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation	1 400 kW
2565.2.a	A	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage,	Nettoyage de surface par voie chimique : la lessiveuse de bouteilles	Volume total des cuves de traitement	10 000 litres

		n, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1500 l			
2567	A	Métaux (Galvanisation, étamage de} ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par immersion ou par pulvérisation de métal fondu	Pulvérisation de Zinc fondu	Sans seuil	-
2940.3.a	A	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support	Poudrage époxy des citernes de gaz : 300kg/j Poudrage époxy des bouteilles de gaz : 300 kg/j Total = 600	la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en oeuvre	600 kg / jour

		<p>s u p p o r t quelconque (m é t a l , bois,plastiqu e , c u i r , p a p i e r , textile...)</p> <p>3. Lorsque les produits mis en oeuvre sont des poudres à base de résines organiques. Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en oeuvre est :</p> <p>a) Supérieure à 2 0 0 kilogrammes/ jour</p>	Total = 600 kg/j		
2940.2	D	<p>V e r n i s , peinture, a p p r ê t , colle,enduit e t c . (application, cuisson,séch age de) sur s u p p o r t quelconque (m é t a l , bois,plastiqu e , c u i r , p a p i e r , textile...)</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempé "</p>	Application de peinture sur support métallique	la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en oeuvre	65 kg/jour

		(Pulvérisation ,enduction....) . Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en oeuvre est : b) Supérieure à 1 0 kilogrammes/ jour, mais inférieure ou égale à 100 kilogrammes/ jour			
1200.2.c	D	Combustibles (fabrication, emploi ou stockage de substances ou mélanges) tels que définis à la rubrique 1000 à 2. Emploi ou stockage. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : c) Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	Emploi et stockage d'oxygène	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	18 tonnes
1412.2.b	D	G a z inflammables	Réservoir de g a z	La quantité totale	15 tonnes

		<p>inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature :</p> <p>2 . La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure à 6 t mais inférieure à 50t</p>	g a z inflammables liquéfiés	t o t a l e susceptible d'être présente dans l'installation	
1432.2.b	D	<p>Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de)</p> <p>2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 b .</p> <p>Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10m3 mais inférieure ou égale à</p>	Stockage de liquide inflammable	Capacité équivalente totale	16 m3

		100m3			
2561	D	Métaux et alliages (trempé, recuit ou revenu)		Sans seuil	
2575	D	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation é t a n t supérieure à 20 KW	Emploi de matières abrasives telles que la grenaille métallique	La puissance installée des machines	120 kW
2661.1.b	D	1. Par des procédés exigeant des conditions particulières d		La quantité de matière susceptible d'être traitée	3 tonnes par jour

		<p>d e température ou de pression (extrusion, injection, moulage; segmentatio n à chaud, densification, etc), la quantité de m a t i è r e susceptible d'être traitée étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j</p>			
2910.A.2	D	<p>Combustion A. Lorsque l'installation consomme exclusivemen t, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de p é t r o l e liquéfiés, du f i o u l domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion d e s installations visées par d ' a u t r e s rubriques de l a nomenclatur e p o u r</p>	Installation d e combustion	La puissance thermique maximale de l'installation	9,457 MW

		<p>lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW</p>			
1414.3	D	<p>Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de)</p> <p>3.</p> <p>Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)</p>	Installation de remplissage de gaz	Sans seuil	5 tonnes

Constats :

Par courriel du 27/07/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une mise à jour au 01/07/2025 du tableau de suivi de ses rubriques ICPE, suite à l'arrêt de la production qui a eu lieu le 30/06/2025.

D'après ce tableau, une seule des rubriques ICPE est maintenue, à savoir la rubrique 4718.

Pour rappel, la dernière mise à jour de son tableau de rubrique ICPE avait été actée par arrêté complémentaire préfectoral du 23/10/2012. C'est donc sur ce tableau que les cessations d'activités devront s'appuyer. Cependant, l'exploitant avait notifié à l'inspection des installations classées certaines modifications de son installation, à savoir :

- Par courrier du 06/06/2016, une demande d'antériorité au titre des rubriques 4718 et 4725
- Par courrier du 25/09/2018, une demande d'antériorité pour la rubrique 2770
- Par courrier du 20/10/2020, une demande d'antériorité pour les rubriques 1978-8, 2565-2 et 2940-3-a
- Par courrier du 06/50/2019, complété le 19/06/2020, une augmentation du volume pour la rubrique 2770
- Par courrier du 08/12/2021, une modification de ses activités au titre de la rubrique 4718.

Depuis l'arrêt des activités de production au 30/06/2025, l'activité de l'installation ne concerne que la rubrique **4718-1.b** sous le seuil de la déclaration, à savoir "Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz nature 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t". Plus précisément ce stockage concerne un stockage de bouteilles, emballages de gaz comportant un reste de gaz en attente de réparation, requalification.

La dernière déclaration de l'exploitant concernant cette rubrique était pour une quantité de 29 tonnes.

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a précisé que le volume pour la 4718 était de 12,46 tonnes. Le volume de stockage devrait augmenter au fur et à mesure du temps avec l'implantation de la nouvelle activité de stockage mais restera inférieur au seuil de la déclaration, à savoir 35 tonnes.

Pour précision, le stockage ne concerne que des bouteilles de gaz vide ou ne contenant que des résidus de gaz. Il n'y a plus de stockage de bouteilles de gaz pleines.

L'exploitant a également précisé vouloir maintenir ses arrêtés préfectoraux et son régime en autorisation. S'il souhaite conserver le régime de l'autorisation, il devra en faire la demande lors du dépôt de son dossier de cessation partielle d'activité.

L'exploitant n'est pas à jour de sa situation administrative au titre des rubriques ICPE.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois